



Note d'information du L20 face à la crise du coût de la vie :

AUGMENTER LES SALAIRES



Introduction

L'inflation – la hausse généralisée des prix – se répercute brutalement sur les budgets des ménages, dans la mesure où elle affaiblit la valeur réelle des salaires et aggrave l'insécurité économique des travailleurs à travers le monde. Les niveaux élevés d'inflation actuels sont imputables à un ensemble de facteurs, essentiellement les prix excessifs imposés par les entreprises, les perturbations survenant dans les chaînes d'approvisionnement, et la montée des prix de l'alimentation et de l'énergie qui résulte des tensions géopolitiques.

Il est important de souligner que ces tendances sont observées dans un contexte de baisse des salaires de longue date par rapport à la productivité et à la croissance du PIB. La part des salaires en comparaison du PIB décline depuis plusieurs décennies – un phénomène reconnu par les ministres du Travail du G20¹.

Le présent document passe en revue la tendance inflationniste actuelle,

ses causes et ses répercussions sur les salaires réels. Il attire notamment l'attention sur le fait que **ce ne sont pas les salaires qui provoquent l'inflation**, due essentiellement à l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie, aux perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et, dans de nombreux cas, aux bénéfices exorbitants de certaines entreprises, qui profitent de leur position dominante dans le climat économique actuel. Le document met l'accent sur **le rôle important des politiques salariales pour protéger le pouvoir d'achat des travailleurs – en particulier les politiques sur le salaire minimum visant à sauvegarder les revenus des personnes qui gagnent le moins d'argent** et qui sont les plus touchées par la hausse de l'inflation – et sur **le rôle du dialogue social et de la négociation collective pour aider les travailleurs à faire face aux chocs inflationnistes.** Enfin, cette note montre que **des ajustements de salaire plus fréquents pendant les périodes d'inflation peuvent contribuer à protéger les moyens de subsistance des travailleurs et à prévenir les chocs provoqués par des ajustements de salaire moins réguliers, mais plus drastiques.**

Inflation : Comment se développe-t-elle, et quelles en sont les causes ?

Même avant la pandémie, dans un contexte de faible taux d'intérêt, le manque d'investissement dans la diversification des centres de production a exacerbé les perturbations et les

pénuries dans les chaînes d'approvisionnement. De nombreuses banques centrales ont adopté la traditionnelle approche brutale consistant à relever fortement les taux d'intérêt, ce qui a suscité des perspectives négatives pour les

¹ Déclaration des ministres du Travail du G20 (2018) : Créer les conditions d'un avenir du travail inclusif, équitable et durable

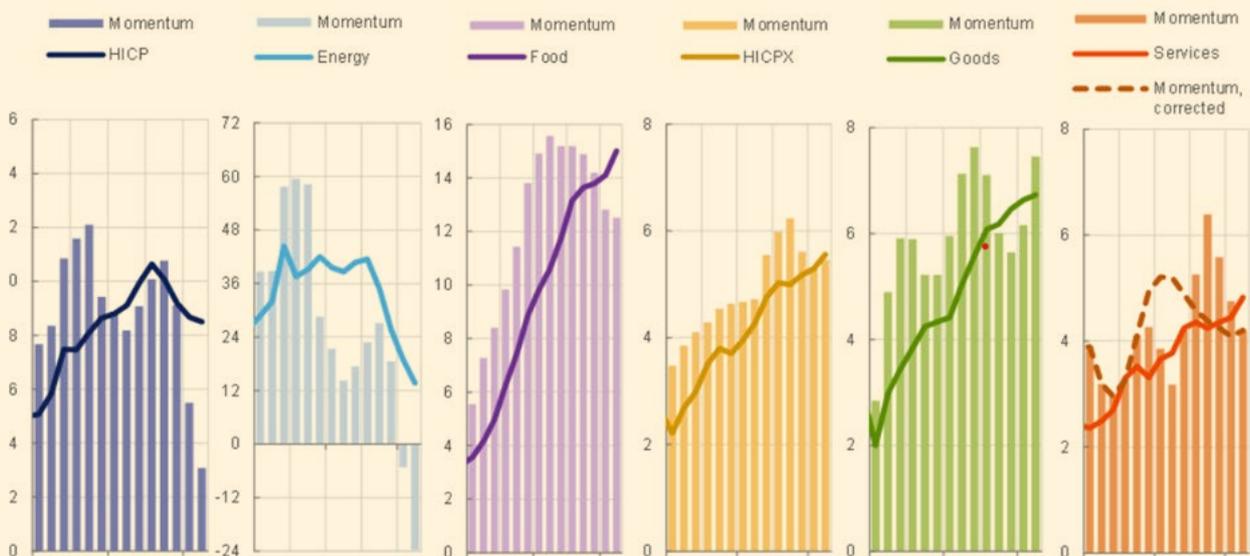
entreprises, limité l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises, et accentué la crise dans les secteurs financier et bancaire.

Selon le FMI, l'inflation mondiale devrait atteindre 6,6 % en 2023. Même si ce pourcentage est légèrement inférieur aux 8,8 % enregistrés en 2022, il est toujours nettement supérieur aux niveaux précédant la pandémie (2017-2019), qui se situaient autour de 3,5 %². La hausse de l'inflation prend des formes différentes d'un pays à un autre. En

Indonésie, par exemple, l'inflation est montée à un peu plus de 5,5 % l'an passé, alors qu'elle a atteint plus de 50 % en Turquie et dépassé les 100 % en Argentine³.

Comme le montre le graphique ci-dessous, dans les pays de l'UE, **le prix des denrées alimentaires a augmenté beaucoup plus rapidement que celui d'autres produits**, affichant une hausse de plus de 15 % l'année dernière uniquement.

GRAPHIQUE : ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION DANS L'UE (ÉVOLUTION DES POURCENTAGES ANNUELS, ÉVOLUTION DES POURCENTAGES ANNUALISÉS)



Source : Banque centrale européenne, à partir des données d'Eurostat (février 2023).

Notes : L'accélération correspond à trois mois annualisés sur des taux de trois mois, données corrigées des variations saisonnières. IPCHX : IPCH hors énergie et alimentation. L'accélération corrigée sur le graphique de droite exclut les effets de la politique du ticket de transport à 9 euros en Allemagne.

En outre, **la flambée des prix de l'énergie en 2021 et 2022 – attribuée en partie aux problèmes d'approvisionnement en énergie suite à l'invasion russe en Ukraine – s'est fait vivement ressentir sur les prix à la consommation pour les ménages**, et a également augmenté le prix des intrants d'autres biens et services, ce qui a encore généré des pics d'inflation⁴.

Le taux d'inflation, généralement mesuré en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC), est un simple chiffre qui donne une indication brute sur l'évolution globale du coût de la vie dans un pays ou une région. Or, **les diverses composantes de l'indice des prix à la consommation n'augmentent pas au même rythme et n'affectent pas de la même manière les**

² Perspectives de l'économie mondiale du FMI (janvier 2023)

³ Voir *Données bancaires en Indonésie (2023)* ; *Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası Data (2023)* ; *Données de l'INDEC (2023)*, Argentine

⁴ Perspectives de l'économie mondiale du FMI (2023)

différents groupes de revenus au sein de la population.

Il est largement reconnu que les augmentations de salaire ne font pas partie des causes de l'inflation⁵. En dépit d'une hausse de la productivité totale, en particulier

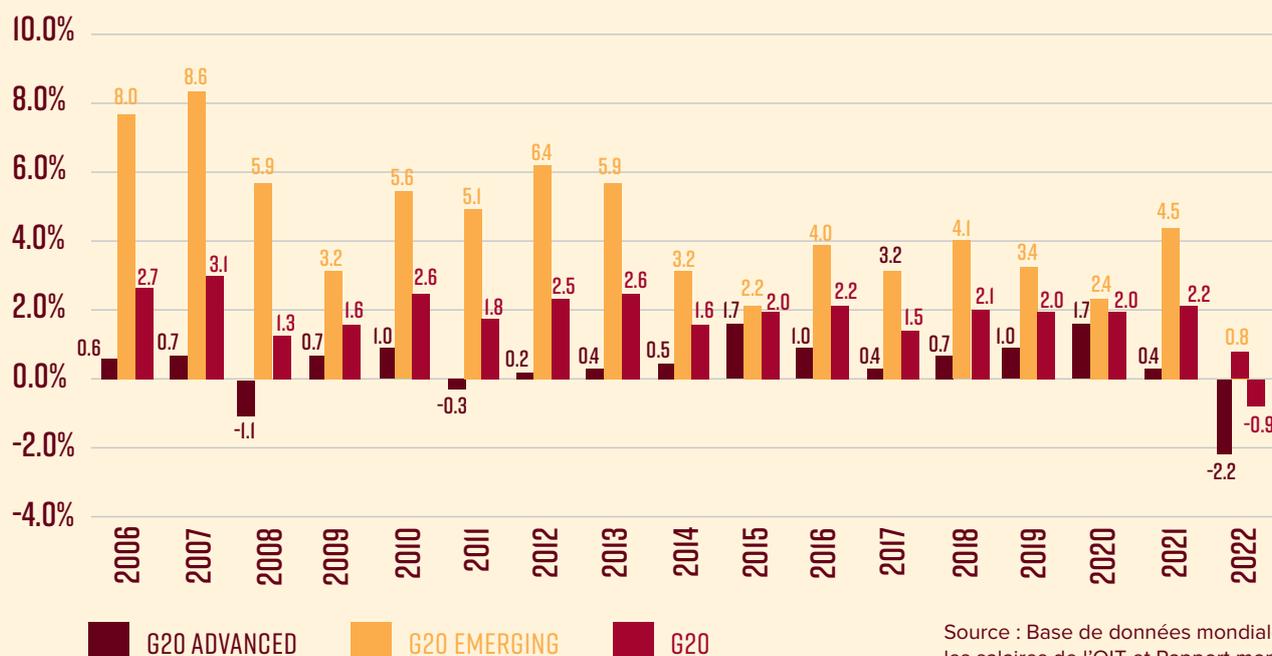
de la productivité du travail, et de la croissance mondiale du PIB au cours de la dernière décennie⁶, les salaires ont progressé beaucoup plus lentement. L'écart entre les salaires des travailleurs et la croissance globale de l'économie s'est creusé, et la part des revenus du travail a diminué.

Une baisse rapide des salaires réels

Le FMI a précisé que, même si l'inflation n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans⁷, les salaires n'ont pas suivi la hausse des prix, ce qui a considérablement réduit le pouvoir d'achat. En 2022, la moyenne des salaires mensuels à l'échelle mondiale a diminué de 0,9 %

en termes réels, et de 2,2 % dans les économies avancées du G20⁸, produisant le plus grand écart enregistré depuis plus de 20 ans entre la productivité du travail et les salaires réels, et la première expérience de croissance négative des salaires du XXI^e siècle au niveau mondial.

GRAPHIQUE : MOYENNE ANNUELLE DES SALAIRES MENSUELS RÉELS DANS LES PAYS DU G20



Source : Base de données mondiale sur les salaires de l'OIT et Rapport mondial sur les salaires 2022 de l'OIT

⁵ Blog du FMI, *Wage-Price Spiral Risks Still Contained, Latest Data Suggests*

⁶ Banque mondiale, données sur la croissance annuelle du PIB (%)

⁷ Perspectives de l'économie mondiale du FMI (2022)

⁸ Rapport mondial sur les salaires de l'OIT (2022)

L'absence d'augmentation des revenus du travail a entraîné une crise du coût de la vie.

Les répercussions sont plus fortes pour les ménages à faible revenu, qui ont tendance à consacrer une partie plus importante de leurs revenus aux biens et services essentiels.

Faute de mesures appropriées pour ajuster les salaires, la crise actuelle et l'inflation en hausse auront inévitablement pour effet d'accroître les inégalités, et potentiellement de compromettre la reprise économique de l'après-pandémie.

Protéger les ménages de l'inflation : rôle du salaire minimum adéquat et de la négociation collective

Il est urgent d'adopter des politiques destinées à éviter que le pouvoir d'achat et le niveau de vie des travailleurs continuent de se détériorer. L'augmentation du salaire minimum pour protéger les personnes faiblement rémunérées est très importante pour atténuer les effets de la crise du coût de la vie. Les personnes qui gagnent de faibles revenus sont particulièrement vulnérables à l'inflation ; elles ont tendance à avoir moins d'épargne sur laquelle elles peuvent compter en cas de hausse des prix, et à allouer une grande partie de leur revenu à l'achat de produits de base comme les denrées alimentaires et l'énergie, qui peuvent représenter jusqu'à 40 % des dépenses des ménages.

Pour être efficace et éviter de se dégrader au fil du temps, le salaire minimum doit tenir compte du coût de la vie et être régulièrement actualisé en fonction de l'inflation et d'autres facteurs économiques, conformément à la Convention n°131 sur la fixation des salaires minima de l'OIT⁹. Le recours aux

calculs négociés du coût de la vie qui prennent en considération les modèles de consommation et la composition démographique des ménages peut éviter de sous-estimer la répercussion des prix sur le pouvoir d'achat. Des ajustements du salaire minimum à intervalles réguliers peuvent garantir durablement leur adéquation et offrir une meilleure prévisibilité aux employeurs et aux travailleurs. Tous les pays ne disposent pas de mécanismes pour revoir et ajuster le salaire minimum régulièrement. Aux États-Unis, par exemple, le salaire minimum fédéral est le même depuis 2009. Mais plus souvent, les pays ajustent leur salaire minimum une fois par an¹⁰. **Dans certains pays, lorsque l'inflation dépasse un seuil déterminé, des ajustements plus fréquents sont automatiquement mis en place.** En France, par exemple, le salaire minimum est systématiquement revu à la hausse quand l'inflation des prix excède 2 % au cours d'une année donnée¹¹.

Un dialogue social tripartite et une négociation collective fermes sur les salaires, pour l'ensemble des salaires, peuvent aider à assurer la protection des salaires réels des travailleurs. En Belgique, par exemple, l'indexation régulière des salaires dans tous

⁹ Convention n°131 et Recommandation n°135 sur la fixation des salaires minima de l'OIT

¹⁰ Voir le Rapport mondial sur les salaires 2020-21 : salaires et salaire minimum au temps du COVID-19

¹¹ Ibid

les secteurs, négociée par les partenaires sociaux, s'est révélée utile pour limiter les effets négatifs de l'inflation sur les ménages, et rien ne prouve que l'incidence de cette indexation crée un engrenage salaire-inflation (le taux d'inflation de la Belgique se situe dans la moyenne de celui des pays de l'UE)¹². Des ajustements de salaire plus fréquents et plus modérés peuvent réduire les tensions sociales et éviter des augmentations du salaire nominal fortes et soudaines, de nature à susciter des réactions exagérées des entreprises en matière d'inflation. **Il est important de définir et d'actualiser un calendrier des négociations qui prévoit des ajustements de salaire fréquents, au moyen de la négociation collective, pour garantir que les salaires suivent l'inflation et maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs. Cela peut aussi favoriser la stabilité économique et sociale et assurer**

une rémunération équitable permettant aux travailleurs de partager leurs gains en termes de bénéfices et de productivité.

Enfin, des mesures additionnelles peuvent être envisagées pour amortir l'impact de l'inflation sur les ménages, sous la forme de subventions, de **réformes fiscales progressives** (qui soutiennent les mesures de protection sociale accrues visant à atténuer les flambées des prix), ou de **l'impôt sur les bénéfices exceptionnels** en cas de superprofits dans des secteurs essentiels, comme l'énergie. De nombreux pays ont déjà opté pour cet impôt sur les bénéfices exceptionnels dans le domaine de l'énergie, à savoir l'Autriche, la Bulgarie, la Grèce, les Pays-Bas, la République tchèque, la Roumanie et le Royaume-Uni, et d'autres pays ont fait part de leur intention de le mettre en place¹³.

EN RÉSUMÉ :

- Ce ne sont pas les salaires qui provoquent l'inflation actuelle ; les prix de l'énergie et de l'alimentation sont principalement à l'origine de la tendance inflationniste, ainsi que les perturbations qui sévissent dans les chaînes d'approvisionnement et, dans certains cas, les bénéfices démesurés.
- Il est plus nécessaire que jamais de négocier des salaires ajustés en fonction de la hausse de l'inflation pour assurer une vie décente aux travailleurs et à leur famille.
- Il est particulièrement important d'augmenter le salaire minimum pour éviter d'autres chocs aux ménages les plus pauvres, qui sont les plus vulnérables à la hausse du coût de la vie.
- Des ajustements de salaire plus fréquents et modérés peuvent contribuer à réduire les tensions sociales et à empêcher une augmentation importante et soudaine du salaire nominal, qui risque d'entraîner une réaction exagérée vis-à-vis de l'inflation.
- Des hausses de salaire négociées collectivement permettent non seulement de maintenir les salaires à un niveau acceptable dans un contexte de crise du coût de la vie, mais aussi de favoriser la stabilité sociale, de garantir aux travailleurs une part équitable des bénéfices et des gains de productivité, et d'améliorer la performance économique de manière générale.

¹² FGTVB-ABVV (2023) : L'indexation des salaires belges – FAQ

¹³ Notes du FMI (2022) : Taxing Windfall Profits in the Energy Sector ; Reuters (décembre 2022) : Factbox: Windfall tax mechanisms on energy companies across Europe

LE L20 RECOMMANDE AUX GOUVERNEMENTS DU G20 DE :

- Réexaminer de toute urgence le salaire minimum, en collaboration avec les partenaires sociaux, afin de garantir leur adéquation par rapport au coût de la vie.
- Promouvoir la négociation collective et le dialogue social avec des interlocuteurs différents sur les augmentations de salaire, et encourager une révision régulière et fréquente des salaires, en particulier en période d'inflation.
- Réfléchir à d'autres mesures permettant de juguler l'inflation, telles que les réformes sur une fiscalité progressive et un impôt sur les bénéfices exceptionnels pour les superprofits réalisés dans des secteurs essentiels, comme l'énergie.